

BIBLIOGRAPHIE

L'argent dans la France méridionale à l'époque moderne. Actes du colloque tenu en 1995 par le Centre d'Histoire moderne de l'Université Paul Valéry. Textes recueillis par Anne Blanchard, Henri Michel et Elie Pélaquier. Préface de Guy Chaussinand-Nogaret. Montpellier, Publications de l'Université Paul Valéry - Montpellier III. 1996. 182 pages.

Le Centre d'Histoire moderne de l'Université Paul Valéry à Montpellier a consacré son colloque annuel en 1995 au thème de *L'argent dans la France méridionale à l'époque moderne*. Ce thème a suscité sept communications, dont la variété et la richesse soulignent l'intérêt du sujet, qu'explicite d'ailleurs la préface de Guy Chaussinand-Nogaret.

L'argent est l'instrument qui irrigue l'économie. G. Larguier étudie les espèces et la circulation monétaire en Narbonnais dans la première moitié du XVII^e siècle. Par le recours aux sources notariales, il met en évidence une conjoncture monétaire originale, bien différente des schémas habituels. Le numéraire circule abondamment, y compris dans les campagnes, la petite monnaie est loin de former l'essentiel des paiements, les espèces étrangères (surtout espagnoles) sont massivement présentes. Les inégalités locales et les évolutions, importantes et inattendues, au cours de ces quelques décennies, sont mises en valeur dans leur complexité, ainsi que les causes des phénomènes (non réductibles aux seules fluctuations monétaires survenues en Espagne) et leurs effets (stimulation du commerce, mais non de l'industrie). C. Marquié évoque le financement de la production drapière à Carcassonne et dans ses environs au XVIII^e siècle. Dans une fabrique où coexistent les manufactures royales (15 %

de la production) et un large secteur privé, de plus en plus concentré au cours du siècle, les fonds immobilisés sont importants, du moins par rapport aux normes du temps. La matière première (la laine) et les produits en cours d'élaboration en constituent l'essentiel, et non pas l'outillage, d'assez faible valeur. Les mouvements d'argent mettent en jeu surtout la lettre de change et le crédit, sans que disparaissent cependant les espèces en raison du déficit de la balance commerciale avec le Levant. Les capitaux proviennent pour une part des États de Languedoc (dans la première moitié du siècle ; cet apport se réduit beaucoup à partir de 1756), des négociants de Marseille, des financiers locaux, mais l'essentiel est fourni par l'auto-financement. Au demeurant, les familles évoluent, de façon classique, vers la terre, l'office et la noblesse.

L'argent est aussi cause de souci. C. Desplat analyse la situation financière et la gestion des maisons religieuses en Béarn et Pays Basque aux XVII^e et XVIII^e siècles. Déjà passablement touché par le passé médiéval, privé de ses biens en Béarn par la sécularisation opérée par la maison d'Albret, le clergé régulier de ces régions n'a pas pu reconstituer de patrimoine important au XVII^e siècle. Les communautés ne sont pas riches. L'essentiel des fonds est formé de rentes constituées, quelquefois d'immeubles, rarement de terres. La grande affaire est le placement des dots, qui alimentent la masse des capitaux placés en rentes constituées. Dès lors, les responsables financiers des couvents se révèlent des gestionnaires plus ou moins habiles. Certains perdent de l'argent dans des placements hasardeux et doivent écorner le capital. D'autres sont plus prudents et constituent un réseau de créanciers diversifié et sûr.

Le numéraire et les objets précieux sont le trésor des particuliers. F. Bayard nous révèle la place de l'argent et de l'argenterie à Lyon aux XVII^e et XVIII^e siècles, tant dans les demeures des artisans de six corporations que dans les ateliers des orfèvres et joailliers. Les artisans n'ont que de petites réserves d'argent liquide, et quelques modestes bijoux, le plus souvent en argent. Cette étroitesse se trouve corroborée par les inventaires des ateliers des orfèvres et des joailliers. Les objets en argent à prix modique dominent une production destinée aux églises, à l'ornement des personnes, et surtout à la fourniture d'ustensiles d'utilité courante, notamment pour la table.

Le regard sur l'argent au début du XVI^e siècle transparaît dans la communication de P. Hamon à propos de « L'histoire journalière » d'Honorat de Valbelle. Cet apothicaire marseillais a rédigé un journal des événements concernant Marseille de 1498 à 1539. Son jugement sur l'argent est ambigu. Il y a un bon usage de l'argent : les aumônes, le commerce honnête, l'achat des belles choses. Et il y a un mauvais usage : la spéculation, la corruption, la prévarication des officiers, la course, les excès de l'impôt. Cette méfiance se retrouve, même au XVIII^e siècle, en Béarn et Pays Basque, où les ordonnances synodales continuent à condamner sans nuances le prêt à intérêt. Mais ces attitudes sont le fait d'un homme du XVI^e siècle ou de contrées peu touchées par l'économie moderne. Il n'apparaît rien de semblable évidemment dans les milieux industriels carcassonnais du XVIII^e siècle.

La monnaie et le métal précieux sont objets de convoitises, et donc sources de délinquance et de sanctions. F. Bayard détaille un échantillon de 287 voleurs de numéraire, d'objets précieux profanes et d'objets sacrés, pris chez les particuliers et dans des églises de Lyon. F.X. Emmanuelli analyse 69 accusés de faux-monnayage en Provence au XVIII^e siècle. Dans les deux cas, les résultats sont assez proches : le

délinquant, voleur ou faux monnayeur, est surtout un homme, de milieu populaire, agissant seul. Il y a cependant quelques bandes organisées. Les peines prévues sont rudes, mais les juges lyonnais les appliquent avec modération. Le faux-monnayage provençal est plus fortement frappé, malgré ses dimensions seulement artisanales.

Enfin l'argent (ou ses succédanés) est le moyen d'une propagande politique. J. Félix a travaillé sur les jetons, ces piécettes qui servaient à effectuer concrètement les calculs au temps de l'utilisation des chiffres romains. Leur nécessité technique disparaît avec la généralisation au XVII^e siècle des chiffres arabes et du calcul à la plume. Mais le Roi pérennise d'une façon fort intéressante l'existence des jetons de ses caisses. Regroupés dans des bourses, ils sont distribués à des notables que le souverain veut honorer. Si l'on sait que l'image du Roi et les symboles de la monarchie supplantent complètement au XVII^e siècle toute autre représentation sur leurs avers et revers, on mesure le rôle de propagande joué par ces petites pièces. J. Félix a étudié les symboles, figures et devises qui décorent les jetons du Trésor Royal et ceux du Trésor des Parties casuelles, dont le projet est désormais élaboré chaque année par l'Académie des Inscriptions et Belles lettres, cependant que *Le Mercure galant* les présente au public.

Les interventions ayant été peu nombreuses, il est difficile de faire une synthèse. Mais on ne peut que souligner l'intérêt, et souvent l'originalité, des pistes de recherches amorcées dans cet ouvrage.

Monique CUBELLS

Elie PELAQUIER. *De la maison du père à la maison commune. Saint-Victor-de-la-Coste, en Languedoc rhodanien (1661-1799)*, Montpellier. Publications de l'Université Paul Valéry (Montpellier III), 1996, un volume de texte 585 pages, et un volume d'annexes 581 pages. Préface d'Anne Blanchard.

L'ouvrage d'Elie Pelaquier représente la publication de sa thèse de doctorat d'État, soutenue en 1995, sous le titre *Familles et communautés, en Languedoc rhodanien*. Le titre a été changé, et quelques corrections apportées à la première mouture, mais l'essentiel a été conservé. L'auteur s'est proposé, avec cette étude sur le village de Saint-Victor-de-la-Coste, menée pour la deuxième moitié du XVII^e siècle et le XVIII^e, de mettre en relation l'histoire des familles et celle de l'institution communautaire, souvent objets de travaux séparés, et plus rarement d'une analyse simultanée. Il est ainsi à la recherche des liens complexes qui forment ce que nous appelons aujourd'hui le tissu social, et nous donne un tableau absolument complet d'une petite société locale à l'époque moderne.

Nous sommes là en présence d'un des meilleurs exemples que je connaisse de la *microstoria*, chère aux ethnologues et historiens italiens. Ce tableau d'un petit village, extrêmement fouillé, nous révèle, par sa richesse, des traits profonds de la vie rurale du Midi languedocien en particulier et du Midi français en général. A cet égard, outre l'intérêt de voir vivre le petit monde saint-victorain, nous en apprenons beaucoup sur un champ géographique plus vaste.

E. Pelaquier a divisé son ouvrage en quatre parties, développées dans le premier volume. Le deuxième volume vient en renfort. Il est composé d'une quantité impressionnantes d'annexes : cartes, graphiques, tableaux, généalogies et notices. S'y ajoute une abondante bibliographie. L'ensemble, mais surtout le premier volume, est illustré par des photographies.

Dans la première partie, l'auteur présente le site du village, relate son évolution démographique, décrit l'état de son économie et les changements qui l'affectent, et dégage les composantes de sa société. Saint-Victor est une petite communauté, 650 habitants en 1749, peuplée de paysans aux niveaux divers, mais largement majoritaires, d'artisans (pas loin du quart), et de quelques bourgeois (4 % des contribuables à l'impôt foncier en 1792). Ce n'est donc pas tout à fait un bourg urbanisé. Mais cette micro - société, à dominante populaire, n'en est pas moins différenciée : un monde de propriétaires, grands et petits, avec peu de non - propriétaires, semble-t-il (mais les sources ne sont pas très bavardes à leur sujet). L'économie est typiquement méditerranéenne, et dominée par le mouvement des prix et les grandes crises classiques, Mais Saint-Victor se signale par l'importance des bois et pâtures, en possession de la communauté moyennant la modeste redevance de 5 livres annuelles au seigneur, à ce point qu'en certaines années leur revenu sert à payer une partie des impôts. La vigne y progresse au XVIII^e siècle, grimpe sur la côte, et assure la subsistance de nombreux petits propriétaires.

La deuxième partie s'intéresse aux familles. C'est l'occasion, pour E. Pelaquier, d'exposer la méthode employée pour utiliser les actes notariés, 7519 au total. L'historien a sélectionné un échantillon de familles. Il nous dit ses critères, et comment il a emprisonné ses gens dans un réseau serré de tables, d'index, de fiches et de tableaux. Nous sommes convaincus, en quelques pages, de la finesse et de la perspicacité du procédé. Les Saint-Victorains se marient relativement tard (29 ans pour les hommes, 24 pour les femmes), ils ont des enfants assez espacés (un peu plus de 5 par couple). Naturellement, ces moyennes, pour une période très vaste, recouvrent des évolutions. Le système successoral, caractéristique des pays marqués par le droit romain, laisse aux parents le droit de choisir un (ou deux) héritiers universels, les autres enfants devant se contenter de leur légitime. L'héritier unique prévaut dès le XVII^e siècle, et s'impose au XVIII^e. Il s'ensuit que les cadets ont du mal à fonder leur propre lignée et restent plus souvent célibataires. Cette deuxième partie se termine par un chapitre consacré aux dots et aux alliances.

Dans une troisième partie, intitulée Vivre au village, nous abordons les mouvements du patrimoine, puis les profits fonciers, commerciaux ou artisanaux, les fermes royales et dimière, les bénéfices des offices. Un des chapitres les plus intéressants traite des prêts, emprunts, ventes à crédit, ventes pour dettes, etc. Ici (mais pas seulement ici) apparaissent clairement les conséquences des crises de la fin du XVII^e et du début du XVIII^e, et l'amélioration survenue après 1720. Vivre au village, c'est aussi y avoir un logement et des meubles. E. Pelaquier analyse l'évolution de la maison (dominée par la répartition verticale), la transformation des mas de locaux d'exploitation en domaines habités (comparables à la bastide provençale), la diversification des objets mobiliers. Puis il en vient à la sociabilité villageoise : relations de voisinage, contentieux familiaux, délits, mais aussi vie religieuse et testaments.

La dernière partie porte sur la vie municipale de la communauté, et c'est là que se noue le lien entre la pratique administrative et le pouvoir politique d'une part, et le statut des familles d'autre part. Saint - Victor, comme la plupart des villages languedociens, dépend encore partiellement du seigneur pour le choix de ses consuls, à la différence de la Provence. Autre différence avec la Provence : le conseil général des chefs de famille se réunit souvent et reste l'organisme de base de la commune, les consuls ayant échoué à pérenniser un conseil politique plus étroit qui aurait été sous leur dépendance. La divergence s'atténue cependant lorsqu'on voit la fréquentation du conseil général se restreindre en fait aux habitants les plus aisés, les autres y faisant des apparitions plus rares. Les consuls, quant à eux, sont surtout des bourgeois et ménagers pour le premier consulat, des ménagers, mais aussi des artisans et même quelquefois des paysans plus modestes pour le second. Un petit nombre de familles forme de véritables lignées municipales. La vie communautaire tourne autour de quelques grandes préoccupations : la gestion des bois, celle des bâtiments communs, le paiement des impôts, l'étape des armées (avec de grands changements d'un siècle à l'autre), les rapports avec le décimateur et le seigneur. Des partis se forment, dont les deux principaux sont celui du seigneur en face de celui de la communauté. Les parentés et les liens de dépendance économique s'y mêlent de façon complexe.

E. Pelaquier garde toujours le souci de comparer son village avec d'autres lieux, ceux qui ont été étudiés. En sorte que la particularité de son objet n'est jamais cause d'étroitesse de vue. Bien au contraire. Son travail repose sur une vaste documentation. L'analyse est minutieuse, souvent très fine. Elle reste toujours d'une grande précision. L'ouvrage, outre les grandes lignes qu'il dégage, fourmille de notations intéressantes, concrètes et vivantes. Peut - on exprimer une petite réserve ? Dans la première partie, fondée par sa nature sur l'utilisation de chiffres, l'auteur, n'ayant pas toujours suffisamment de données dans ses sources, se livre à de nombreuses hypothèses et extrapolations. Il en est parfaitement conscient et ne se départ jamais de son esprit critique. Le lecteur ne court donc aucun danger. Mais il en résulte par moments une rigueur abstraite, un peu froide, qu'on pardonne cependant volontiers au spécialiste de la physique des particules que fut Elie Pelaquier avant de devenir historien.

En définitive, il y aurait matière à suivre l'exemple d'E. Le Roy-Ladurie : Saint -Victor-de-la-Coste, village occitan, mais à l'époque moderne, dans une publication plus courte. Pourquoi pas ? Si un éditeur...

Monique CUBELLS

Claudine DURBIANO : *Le Comtat et ses marges. Crises et mutations d'une région agricole méditerranéenne*. Aix, Publications de l'Université de Provence, 1997, 217 p.

Claudine Durbiano livre dans cet ouvrage solidement organisé et clairement rédigé le résultat des recherches qu'elle a conduites sur l'agriculture et la vie rurale dans le Comtat, une région qu'elle connaît bien, avec laquelle elle est en grande sympathie : il y a là, au meilleur sens du terme, une connivence qui est un facteur non négligeable d'intelligence lucide du thème étudié. Celui-ci, partant des conditions naturelles et de l'action de longue durée exercée par les hommes pour les mettre à leur service, ne se limite pas à la présentation et à l'analyse de systèmes de cultures, de paysages et de techniques de commercialisation. Les hommes et les femmes, occupés au sarclage des légumes ou à leur cueillette et se rendant en jardinière sur les marchés, puis confrontés aux potentialités révélées par la recherche agronomique et industrielle mais aussi aux contraintes d'un marché en expansion et de moins en moins protégé, vivent dans ces pages qui constituent un hommage discret à leur travail créateur et opiniâtre.

Le Comtat de Claudine Durbiano déborde de son cadre historique. C'est le pays où « Laygue es d'or », qui tire son unité des canaux prenant leur eau en Durance : canal de Carpentras dans le Vaucluse et canal des Alpines Nord dans les Bouches du Rhône, pour l'essentiel. Selon la typologie du ministère de l'agriculture, nous sommes dans un « espace agricole homogène », un « Groupe de Régions Agricoles » pour lequel la dénomination de Comtat a été retenue, en 1962. Retenons cette date, qui nous fait en quelque sorte entrer dans le contemporain.

Un contemporain qui ne saurait se comprendre, dans sa complexité, si on ne le situait dans une perspective historique. C'est la première partie de l'ouvrage, qui retrace sur un siècle la mise en place progressive d'un « système comtadin », qui a su tirer le meilleur parti de l'irrigation par gravité et aussi d'un réseau ferroviaire ouvert sur les grands marchés de consommation de l'espace national, assurant une prime substantielle à la précocité des récoltes. Au terme de cette construction, les transports routiers ont supplanté le chemin de fer et imposé une relative concentration des lieux et structures de commercialisation, avec les Marchés d'Intérêt National. Leurs techniques de transparence des cours et des transactions n'ont, en vérité, jamais été réellement mises en œuvre, tant est vivace l'individualisme paysan, conforté par une longue pratique des marchés et la réalité de gains d'ordre spéculatif, non sans risque, certes, mais la diversité des productions sur une même exploitation avait valeur d'assurance contre ce risque. Aussi bien les agriculteurs comtadins se sont-ils en quelque sorte endormis sur leurs lauriers, victimes d'une « opulence » qui masquait une « dépendance » que l'avenir allait mettre en évidence. Un mot sur l'opulence : le terme doit être relativisé, bien, sûr, rapporté à un tissu serré de petites et moyennes exploitations familiales. Ce qui est spectaculaire, c'est le revenu à l'hectare, et c'est aussi la circulation de l'argent, qui se retrouve dans les genres de vie, portés vers la modernité. On le voit, il me semble que ç'aurait pu être dit, dans les activités commerçantes d'Avignon et aussi des petites villes comtadines, dont Cavaillon offre le meilleur exemple : c'est une impression sinon de luxe, du moins d'aisance, qui s'en dégage, et la société paysanne en est le premier client.

A partir des années 1960, le système comtadin entre en crise, une crise d'autant plus redoutable qu'on n'y est pas préparé. La raison majeure, c'est l'ouverture des frontières induite par la réalisation progressive du Marché Commun et, au-delà et plus tard, par la mondialisation des échanges. La rente de situation, d'ordre climatique, dont avait bénéficié le système comtadin ne résistera pas à la concurrence que lui font, dans un environnement économique et social plus favorable qui leur assure des coûts de production bien moins élevés, les huertas du Levant espagnol et de l'Italie du Sud. Comme l'écrit Claudine Durbiano, le Comtat devient un « nord du sud » à l'intérieur des nouvelles frontières européennes et son privilège national de « sud » lui est par ailleurs fortement contesté par le succès des nouvelles techniques de forçage sous serre, de « chambre de maturation accélérée » pour les fruits, d'irrigation par aspersion ou, mieux, à l'israélienne...

Ne dramatisons pas ! Le Comtat ne devient pas un champ de ruines, il tient de son passé avec ses incontestables réussites pionnières une réelle capacité d'adaptation, facilitée d'ailleurs par l'accumulation des profits réalisés antérieurement. Ici comme ailleurs, l'agriculture connaît un mouvement de concentration des exploitations, condition nécessaire de la modernisation qui passe par des investissements lourds et une relative spécialisation des productions : évolution dont l'exemple le plus caractéristique est celui que donnent les « serristes », mais Claudine Durbiano signale avec raison que dans le Comtat cette activité innovante, qui est le fait de jeunes agriculteurs, est le plus souvent combinée avec des cultures de plein champ, elles aussi rationalisées et assurées d'une productivité plus forte par les nouvelles techniques de production.

Mais, s'ils ont conservé la convivialité et le goût du risque forgés dans une longue pratique des marchés physiques, où s'affrontent producteurs et négociants avec un vrai sens du jeu, les « agriculteurs vendeurs » comtadins sont devenus des inquiets, incertains de leur avenir et prompts à s'encolérer... Mais ni les coups de colère, ni le recours à des pratiques de « débrouillardise » pour réduire le coût de la main d'œuvre ne peuvent apporter de solution à un problème que Claudine Durbiano analyse sans indulgence : celui de « la contradiction dialectique solidarité/individualisme ». Les agriculteurs comtadins éprouvent une réelle difficulté à sortir de leur histoire, à entrer dans un nouveau système économique, où ils ne peuvent réduire (à défaut de mieux !) leur dépendance par rapport aux nouveaux maîtres du marché que sont devenues les entreprises de grande distribution avec leurs circuits intégrés et leurs plateformes logistiques que s'ils acceptent de s'organiser professionnellement. C'est la seule voie pour eux s'ils veulent devenir des partenaires conséquents et de ce fait respectés des entreprises de grande distribution. Des expériences sont en cours, dans la production du melon, dans celle du raisin de table, et elles ouvrent une perspective d'espoir. Cela dit, il faut être lucide et réaliste : l'agriculture comtadine vit dans une réelle contraction de ses zones de commercialisation, elle se maintient plus qu'elle ne se développe. Elle doit beaucoup à cet égard à l'attraction de la façade méditerranéenne pour un tourisme estival de masse, qui multiplie le nombre des consommateurs régionaux.

Si elle est à la fois facile et passionnante, la lecture de l'ouvrage de Claudine Durbiano est néanmoins parsemée d'embûches : je veux parler des nombreux

sigles (J'en ai compté 88 !) qui sont parfois d'un déchiffrement irritant, même lorsqu'ils se répètent. Je comprends bien qu'il lui fallait en passer par là, puisqu'ils recouvrent aussi bien des sources documentaires que des résultats d'analyse économique et comptable de l'activité agricole, et que par ailleurs ils identifient toute une série d'institutions syndicales, administratives et financières qui encadrent, aux plans national et européen, l'activité agricole. Mais je suis frappé par leur nombre et par ce qu'ils suggèrent précisément des conditions d'encadrement dans lesquelles évolue l'activité agricole comtadine depuis les années 1960.

La technicité croissante, jusqu'à la sophistication, des méthodes de culture justifie pour une part un encadrement d'assistance technique, qui prolonge utilement les progrès indéniables de la formation générale et professionnelle des jeunes agriculteurs. Mais l'État français et la Communauté européenne ont aussi créé des organismes, parfois indépendants les uns des autres, d'autres fois complémentaires, qui soit distribuent des aides financières, soit exercent, en amont ou en aval de ces dotations, une fonction de contrôle, dont les agriculteurs souvent irrités par la lourdeur des documents à remplir sont tentés de ne retenir que le caractère tatillon et soupçonneux. Ainsi, la modernisation-reconversion de l'agriculture comtadine, dans un contexte de tension économique et de conflits d'intérêts, s'opère à la fois selon la loi contraignante du marché et dans une tentative, d'ordre politique à l'échelle nationale et européenne (mais là, elle est perçue plutôt comme l'expression d'une technocratie irresponsable et sans âme) d'en adoucir les effets les plus dévastateurs.

Je sais bien que par cette réflexion je m'écarte des chemins de la géographie. Mais la lecture de l'ouvrage de Claudine Durbiano a le grand mérite (entre bien d'autres !) de stimuler cette réflexion, de lui donner un fondement scientifique en même temps que du sens. Les voies de la modernisation d'un système agricole éprouvé, bien adapté aux potentialités et ambitions d'une démocratie paysanne, comme c'était le cas du système comtadin, sont étroites, cahotantes voire périlleuses. Elles font plus de victimes qu'elles n'assurent l'avenir de ceux qui semblent en franchir les obstacles. Voilà, assurément, ce qui justifie l'attention portée par les pouvoirs publics à un destin incertain, avec des péripéties qui peuvent être explosives. Mais ne peut-on craindre qu'une assistance au bout du compte peu lisible, parce que contradictoire dans ses motivations et ses objectifs et confuse parfois jusqu'à l'obscurité, dans ses formes ne conduise à un pessimisme redoutable parce que l'extrémisme politique, particulièrement dans le Midi méditerranéen, lui propose des votes de protestation ?

Claude MESLIAND

Le Fort de Nîmes de la citadelle à l'université. Colloque de Nîmes (20-21 janvier 1995). Société d'Histoire moderne et contemporaine de Nîmes, 1997.

Onze communications, d'un très grand intérêt, présentées au colloque des 20 et 21 janvier 1995, font l'objet d'une publication pour évoquer l'histoire du fort de Nîmes, trois siècles durant. Pour tenir en respect, au lendemain de la révocation de l'édit de Nantes, les protestants de Nîmes et des Cévennes, la puissance royale édifie, en 1687-1688, une citadelle, à la limite du périmètre urbanisé, sur une hauteur, comme il convient. Nous suivons ici, outre les péripéties de la construction, la vie et les avatars de ce vaste ensemble de bâtiments jusqu'à nos jours, et à son utilisation, quelque peu inattendue, pour la récente université.

Les participations sont groupées sous trois rubriques : le site et la construction, le fort aux XVII^e siècle et XVIII^e siècle ; la maison centrale de détention aux XIX^e et XX^e siècles ; de la prison à l'université. Le site, l'alimentation en eau par puits et citernes, puis par la redécouverte de l'aqueduc antique, sont décrits et dessinés avec talent par Guilhem Fabre et Jean Pey, en prélude au récit très vivant, par Line Teyssère-Sallmann, de la construction et de l'énorme bouleversement provoqué tant par les expropriations et destructions brutales de très nombreux bâtiments et cultures que par le mouvement et le bruit des travaux menés tambour battant. Après ce fracas apparaît, sous la plume de René Bosc, la figure de Madame de Bourdie, épouse du gouverneur de la citadelle, qui, dans les années 1780, tient salon dans le fort, devenu alors centre mondain de la vie nîmoise.

Anne-Marie Dupont expose le rôle carcéral qui fut celui de la citadelle à l'époque révolutionnaire et au début du XIX^e siècle : utilisation commode des locaux délaissés par l'armée, pour l'incarcération des contre-révolutionnaires, puis des terroristes, puis affectation au dépôt de mendicité et à la maison de correction.

Aux XIX^e et XX^e siècle, c'est une maison centrale qui occupe la citadelle, comme l'explique Raymond Huard, qui dresse le tableau de l'évolution de l'édifice, du travail industriel qu'y accomplissent les détenus : détenus que l'on discerne un peu à travers les recherches sur eux faites par le médecin de la centrale, le docteur Perrier (1862-1938), que fait revivre Pascal Trarieux. Population carcérale aussi, qu'Arman Cosson étudie pendant la seconde guerre mondiale. Le témoignage de Marcel-Alexis Ranquet, visiteur de prison pendant quinze ans, et celui de Robert Jean sur le travail industriel dans la maison centrale où il a souvent pénétré comme dépositaire de fournitures pour l'industrie de la chaussure, sont criants de vérité, et achèvent le tableau de la forteresse-prison.

Le passage de la prison à l'université fait l'objet de deux communications : Etienne Toussaint narre la prise de décision de cette transformation, avec l'achat du fort par la ville, le projet architectural et son insertion dans le tissu urbain ; enfin, l'architecte lui-même, Andrea Bruno, expose comment il a conçu et réalisé son œuvre « pour rendre visible la continuité de l'histoire ».

Cette énumération, peut-être fastidieuse, a souhaité montrer la diversité des sujets abordés : elle ne rend pas assez compte de la richesse humaine et historique qui s'en dégage, pas plus que de l'élégance de la forme et de la présentation des diverses par-

ticipations, avec leur illustration. Modèle de colloque et de publication réussis, et, au-delà, utilisation exemplaire d'un monument historique, qui est, nous le savons bien, la condition indispensable à sa survie.

Madeleine VILLARD

Jacques François LANIER, *Michel Joseph Antoine Servan (1737-1807), Avocat général de l'Humanité*. Saint-Martin d'Hères. Copy-Offnet; Romans, chez l'auteur, 1995, 177 p.

C'est un catalogue précieux de sources et de références bibliographiques que nous offre ce travail sur Michel Servan. Indiscutablement, la figure, la carrière et la longue vie du personnage méritaient cette enquête biographique. Nul doute aussi de la difficulté à construire une étude sur les actes publics et privés d'un homme qui a vécu une période historique aussi intense que celle qui commence sous Louis XV et s'achève sous Napoléon Bonaparte. D'autant plus que Michel Servan ne s'est pas contenté d'être le témoin de 70 années d'Histoire. De 1756 à 1772, il fut un brillant avocat général au Parlement de Dauphiné, puis simple républicain des Lettres, après son étonnante retraite de la magistrature à 35 ans en pleine gloire, il vécut retiré en Suisse, lié à Voltaire, Rousseau et à tous les Encyclopédistes, avant de devenir un des publicistes du parti national dans la France pré-révolutionnaire et de voir son frère, Joseph, diriger le ministère de la Guerre en 1792.

Avec beaucoup de scrupules, J.F. Lanier livre au public la collecte des matériaux pour une biographie qui reste à écrire. Car, dans cette première esquisse, l'auteur se contente de rappeler les grandes étapes de la vie et l'œuvre de son héros. Les historiens de métier savent, depuis longtemps, tout l'intérêt des études de cas (ou micro-histoire, comme on voudra) pour mieux connaître, en l'occurrence, le comportement social, le mode d'être et la façon de penser d'un homme des Lumières en province. La documentation rassemblée par l'auteur - les discours, la correspondance et les brochures de Michel Servan de 1765 à 1804 - permet de songer à une étude à la fois sociale, culturelle et politique de ce milieu de l'élite provinciale dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Au-delà des prises de positions personnelles de Michel Servan, révélatrices de la pénétration d'idées neuves dans l'ancienne société (ses plaidoyers en faveur de la tolérance religieuse, ses réflexions sur la juridiction criminelle, sa critique de la hiérarchie des corps comme de l'opinion publique...), c'est en terme de sociologie des pratiques culturelles (la sociabilité d'un intellectuel dans une capitale provinciale, ses réseaux géographiques, ses rapports avec les philosophes reconnus et intégrés dans les académies...), qu'une telle biographie peut se révéler passionnante.

Christine PEYRARD

Christianne VEAUUVY, Laura PISANO, *Paroles oubliées. Les femmes et la construction de l'État-nation en France et en Italie, 1789-1860*. Préface de Michelle Perrot. Paris, Armand Colin, 1997, 352 p.

Christiane Veauvy est chargée de recherche au CNRS. Sa recherche porte sur « Femmes et politique en Méditerranée » et sur l'échange en Provence (XIX^e-XX^e siècles). Laura Pisano est professeur d'Histoire du Journalisme à l'Université de Cagliari. Sa recherche porte sur les relations entre féminisme et démocratie en Europe (XIX^e-XX^e siècles).

Le titre discret de leur livre dissimule un monument de travail et de savoir : la recherche, conduite parallèlement en France et en Italie, porte sur un domaine encore peu exploré : celui de la participation des femmes à la construction des états démocratiques. Sujet d'actualité en cette fin de siècle qui voit des femmes de plus en plus nombreuses accéder aux responsabilités politiques. Bien que la célébration du bicentenaire de la Révolution française ait attiré l'attention des historiens, plus encore des historiennes, sur l'investissement des femmes dans les événements de la vie publique, leurs modes d'expression, leurs revendications ne sont connus que de manière partielle. *Paroles oubliées*, donne à lire de nombreux textes écrits par des femmes connues ou inconnues, en tous cas non entendues (*inascoltate* dit le titre italien) au cours des 18^e et 19^e siècles. L'effet de masse est saisissant. L'essentiel de la documentation, composé d'articles de presse, révèle ou confirme que les femmes ont compris très tôt l'importance de la presse, que leur participation aux journaux et revues y compris politiques a toujours été très active. Certaines ont d'ailleurs pris l'initiative de fonder elles-mêmes et de diriger des périodiques. Pendant les périodes de crise – la Révolution française, le triennio italien (1796-1799) – les textes de circonstance se multiplient, ils sont courts, pressants, passionnés : feuilles volantes, pétitions, appels, déclarations (nous dirions des tracts). Tous disent à quel point les femmes se sentent concernées au jour le jour par les événements.

Tous ces documents rassemblés représentent un travail d'investigation qui force le respect. Ils sont largement cités. L'ordre chronologique impose un regroupement en deux grandes séquences. Première séquence – la Révolution française (1789-1795) et le *triennio rivoluzionario* italien 1796-1799). Deuxième séquence – en France de 1830 à 1848, en Italie de la Restauration au Risorgimento. A côté de personnalités illustres – Olympe de Gouges, Eleonora Fonseca Pimentel, Claire Demar, Cristina Trivulzio di Belgiojoso, George Sand – apparaissent des auteurs ignorées, nombre de textes sont anonymes ou signés de simples prénoms. Partout s'expriment des convictions fortes, une combativité résolue. Toutes ces femmes ne sont pas « féministes » au sens ou nous l'entendons, mais toutes sont avides d'action et veulent s'impliquer dans l'histoire de leur pays.

La partie la moins convaincante de l'ouvrage est peut-être la tentative de comparaison entre les Françaises et les Italiennes. Non pas que le rapprochement soit sans objet, au contraire : les frontières sont souvent franchies par les idées et par

les personnes, le cas le plus remarquable étant assurément celui de Cristina di Belgiojoso. Mais les circonstances sont trop différentes. La construction de l'Etat-nation est déjà pratiquement réalisée en France dès avant 1789, alors qu'en Italie elle commence au seuil du 19^e siècle. Pour mettre en relation l'engagement politique des Françaises et celui des Italiennes au 19^e siècle, peut-être eut-il mieux valu choisir un autre angle d'attaque. Reste une belle résurrection, œuvre de sympathie, mais aussi de justice et de science.

Yvonne KNIBIEHLER

COLLABORATEURS DE CE NUMÉRO

Jean-Pierre BENEZET - 98, boulevard de la Rocade, 06250 Mougins.

Patrick FERTÉ - Département d'Histoire, Université de Toulouse-Le Mirail, 5, allées Antonio Machado, 31058 Toulouse Cedex 1.

Ivan KHARABA - Académie François Bourdon, 2 rue Jules-Guesde, B.P. 31 71201 Le Creusot Cedex.

Jacques MOURARET - L'Harmas, chemin des Vignes blanches, 84510 Caumont-sur-Durance.